Projet de feuille de route — Collectif FSE « Travail et Vivant »

Les épisodes de canicule qui se sont succédé durant l'été 2026 imposent à la fois des mesures d'urgence et une transformation profonde de notre rapport au travail et au vivant, afin de préserver la vie humaine et l'habitabilité de la planète.

Comment envisager l'adaptation à une France à +4 °C, quand celle d'aujourd'hui — à environ +2,3 °C — compte déjà des milliers de morts prématurés, des oiseaux qui tombent du ciel, une Loire atteignant près de 32 °C, une surmortalité dans les élevages hors-sol, des hôpitaux débordés, des rivières asséchées, des réacteurs nucléaires à l'arrêt et des trains immobilisés faute de caténaires et de rails tenant la chaleur ? Sans même évoquer les corps éprouvés et les nuits où le mercure peine à descendre sous les 30 °C.

Face à la violence de cette réalité, la prise de conscience progresse : de plus en plus de voix affirment que, sans mesures fortes d'atténuation — c'est-à-dire tout ce qui ralentit ou freine le réchauffement —, l'adaptation restera impossible.

La canicule agit comme un révélateur impitoyable : elle met en lumière les failles des politiques publiques et l'insuffisance des moyens consacrés à la transition écologique. Aucun élément de langage, aucun déni, aucun discours ne peut effacer les épreuves traversées par des millions de Français, chez eux, dans les transports, au travail, dans les lieux d'accueil du public, les exploitations agricoles, les établissements scolaires, les crèches, les maisons de retraite ou les hôpitaux.
Chacun a pu constater que la société dans son ensemble — individus, entreprises, administrations — n'est pas préparée à ce type de choc. Comme le soulignent la communauté scientifique et les avis du CESE, le climat dans lequel nos sociétés se sont construites n'existe plus.
Nous sommes à un moment où l'humanité et l'habitabilité de la planète, telles que nous les connaissons, sont menacées.

Face à ce constat, il devient nécessaire de relier les transformations du travail à celles du vivant. L'objectif est de penser, construire et agir ensemble pour faire émerger un nouvel imaginaire commun. Cela suppose une culture ouverte, respectueuse des idées de chacune, de chacune et de l'approche plurielle de la réalité vécue au travail et sur son territoire.

Des organisations syndicales, des collectifs, des ONG et des personnalités réfléchissent, débattent et formulent déjà des propositions sur ces enjeux, en leur sein et/ou ensemble.
C'est pourquoi, en nous appuyant sur les travaux des différents groupes de travail du FSE, il nous paraît aujourd'hui essentiel de constituer un collectif capable de croiser les regards, les savoirs et les expériences syndicales, associatives, universitaires, militantes et politiques. Il s'agit de construire des propositions et des alternatives partagées, durables et à la hauteur de l'urgence.

Les cinq axes de réflexion proposés

1. Changer de regard sur le monde

La crise écologique rejoint celle du travail, de l'émancipation humaine, de la démocratie et du droit. Il faut détacher le travail de l'idéologie productiviste pour lui redonner du sens, une utilité sociale et une finalité écologique.

L'innovation doit être questionnée : au service de qui, de quoi, et pour quelle finalité ?

Les inégalités sociales, territoriales se doublent d'inégalités environnementales et contribuent à instaurer de nouvelles ségrégations : les plus riches polluent davantage, tandis que les plus pauvres et les plus vulnérables en subissent le plus durement les conséquences.

Nous devons donc imaginer un autre rapport au monde.

2. Vers une société de post-croissance ?

Nous sommes entrés dans l'ère du capitalocène. L'exploitation du travail s'est accompagnée d'une extraction illimitée des ressources, de la déforestation, de la pollution et de la dégradation du climat et du vivant.

L'accumulation du capital s'est largement construite sur l'extraction et l'appropriation des ressources du Sud global par le Nord, nourrissant un productivisme sans limite adossé à l'exploitation des femmes et des hommes, au travail, aux sciences, aux techniques et à une rationalité instrumentale.

Croissance et consommation restent valorisées par un imaginaire qui façonne les comportements, parfois au nom de la liberté. La sobriété peut susciter la crainte de pertes d'emplois ou de régressions sociales ; elle impose donc de penser un « travailler autrement ».

3. L'enjeu du travail

Nos sociétés se sont structurées après-guerre autour de la production industrielle et du progrès social — un héritage à prendre en compte face aux transformations écologiques.

Repenser le travail, son contenu, son sens et sa finalité, est central pour intégrer les existences humaines et non humaines dans un contexte de dégradation planétaire. Selon que l'on pense le travail dans ou hors d'un régime de croissance, les réponses diffèrent : le vivant rappelle que toute croissance a une limite.

Le travail peut contribuer à construire la personne, le lien aux autres et la société, en articulant vie humaine, animale et végétale. Mais il est aussi souvent vécu comme une forme d’exploitation, soumis à la concurrence, à la rentabilité et à la marchandisation. L’aspiration à travailler moins et autrement traduit ainsi la recherche d’un travail de qualité, porteur de sens et d’émancipation.
Articuler travail et écologie est complexe mais nécessaire : il s'agit de libérer le travail de l'exploitation et du productivisme pour l'orienter vers les biens communs, la sobriété et la préservation de la vie sur la planète.

Les travaux récents sur la santé, le travail et l'environnement montrent l'importance des inégalités sociales et écologiques, de l'effondrement climatique, de la planification écologique et de la prévention.

Interroger le travail au regard des besoins sociaux et des limites planétaires conduit à dépasser le seul pouvoir d'achat pour penser le pouvoir de vivre dignement.

Émanciper le travail d'une vision strictement économique suppose notamment de :

- Questionner les systèmes d'information et les normes qu'ils imposent
- Repenser les territoires de production, d'échange et de consommation
- Redéfinir le bien commun
- Interroger la propriété des ressources naturelles et du vivant
- Créer de nouveaux outils et droits syndicaux
- Développer une sécurité sociale articulant travail, santé, formation et parcours professionnels

Cela suppose des lieux, des temps et des espaces démocratiques où chacune, chacun puisse réfléchir à la finalité de son travail, face à l'urgence du dérèglement climatique et de ses conséquences pour le vivant.

4. Transformer la démocratie

Le travail occupe une part majeure de la vie et influence le comportement social. Se sentir dépossédé de son activité fragilise l'implication des travailleuses, des travailleurs et interroge la démocratie. Le temps est venu que l'entreprise entre dans l'histoire démocratique.

Les citoyennes, citoyens sont, dans leur grande majorité, des travailleurs en activité, en devenir ou à la retraite. Le droit à être travailleur·euse-citoyen·ne repose sur la capacité de chacune, chacun à intervenir sur le contenu de son travail, y compris face aux prescriptions hiérarchiques ou normatives.

Il faut donc repenser le droit et les lieux d'expression démocratique, y compris dans l'entreprise, en tenant compte de la complexité des chaînes de production et du vivant. Agir sur le travail suppose d'articuler responsabilités individuelles et collectives.

Une nouvelle conception du collectif de travail doit intégrer la personne et son environnement, pour devenir une communauté d'action collective capable de transformer le travail et sa finalité sociale, sociétale et environnementale. La gestion seule ne suffit pas : il faut aussi intégrer la nature, la consommation et les territoires à la réflexion sur les rapports sociaux — qualité, origine, distribution et usage des produits, empreinte carbone, coûts écologiques transférés, effets sociaux et environnementaux des technologies et de l'accaparement des terres.

Le lien entre travail et démocratie repose sur l'enquête syndicale : transformer le travail à partir de ce qu'il est réellement, avec l'intelligence, les savoirs, les affects et les relations que le travailleur y engage. Cette démarche libère la parole, élargit le pouvoir d'agir et ouvre de nouvelles questions sur la finalité du travail, notamment dans son rapport au vivant.

Elle invite aussi à porter un regard plus attentif sur les plus fragiles, sur le vivant et sur les coopérations indispensables entre nature et culture, reliant le travail à toutes les formes de vie et à un environnement lui-même sensible aux perturbations comme aux relations qui le soutiennent.

Ces pistes dessinent un imaginaire opposé au mythe de la croissance continue et indépassable.

5. Pour un nouvel imaginaire

L'imaginaire façonne nos représentations, nos besoins, notre travail et nos modes de vie ; il a toujours été traversé par des forces de domination et d'émancipation.

L'imaginaire capitaliste dominant présente la croissance illimitée comme inévitable. Il privilégie la rentabilité, l'individualisme, la privatisation et la marchandisation ; il réduit le travail à un objet malléable et fait des nouvelles techniques et technologies la réponse supposée à la libération des travailleuses, des travailleurs et du travail lui-même.

Nous lui opposons un imaginaire émancipateur, où le travail n'est pas une marchandise mais un support d'action articulant urgence sociale, habitabilité de la Terre et vivant. En se réappropriant leur travail, les travailleuses, les travailleurs peuvent redéfinir leur rapport au vivant et au climat, construire un nouvel imaginaire et faire émerger une dynamique émancipatrice.

Notre méthode de travail

Le collectif **« Travail et Vivant »** se donne pour ambition de constituer un espace permanent de réflexion, de dialogue et de production collective, au service de la transformation sociale, écologique et démocratique.

Sa démarche repose sur quelques principes qui guideront l'ensemble de ses travaux.

Croiser les savoirs et les expériences

Les défis auxquels nous sommes confrontés appellent une approche pluridisciplinaire qui rejoint la démarche d'éducation populaire.

Les connaissances scientifiques, les expériences professionnelles, les pratiques syndicales, les initiatives associatives, les expressions culturelles et les savoirs citoyens sont complémentaires. Leur confrontation constitue une condition essentielle pour comprendre la complexité des transformations en cours et élaborer des réponses pertinentes.

Partir du travail réel

Le collectif accordera une place centrale à l'expérience des travailleuses et des travailleurs. Les situations concrètes de travail, les pratiques professionnelles, les savoir-

faire, les difficultés rencontrées comme les innovations portées sur le terrain constituent un matériau indispensable pour penser les transformations à venir.

Le travail réel est le point d'appui à partir duquel peuvent être interrogées les organisations, les modes de production, les politiques publiques et leurs effets sur le vivant.

Favoriser le débat et le pluralisme

Le collectif est un lieu de dialogue. Il ne se construit ni sur l'uniformité des points de vue ni sur la recherche du consensus à tout prix. Il entend favoriser la confrontation argumentée des analyses dans le respect des personnes et de la diversité des sensibilités.

Cette exigence de pluralisme est une condition de la qualité des travaux comme de leur capacité à nourrir le débat public.

Ces objectifs appellent l'élargissement du collectif aux principales organisations syndicales de salariés d'Auvergne-Rhône-Alpes, des associations, des ONG, des universitaires.

Articuler réflexion et action

Les travaux du collectif auront vocation à déboucher sur des propositions concrètes susceptibles d'alimenter l'action syndicale, associative, citoyenne et institutionnelle.

Ils pourront prendre différentes formes : séminaires, groupes de travail, auditions, publications, rencontres publiques, contributions aux débats nationaux ou territoriaux, formations, expérimentations ou partenariats avec le monde de la recherche et de l'enseignement.

Construire une intelligence collective

Le collectif privilégiera les démarches coopératives, convaincu que les réponses aux défis contemporains ne peuvent être produites par une seule organisation ou une seule discipline.

Il favorisera les coopérations entre organisations syndicales, associations, ONG, chercheurs, universitaires, artistes, étudiants, acteurs de l'économie sociale et solidaire, collectivités territoriales et citoyens engagés.

Cette intelligence collective devra permettre d'enrichir les analyses, de faire émerger des propositions innovantes et de contribuer à la diffusion d'une culture commune de la transformation écologique et sociale.

Une démarche inscrite dans la durée

Le collectif s'inscrit dans une perspective de long terme. Il ne répond pas seulement aux urgences du moment ; il entend contribuer, dans la durée, à renouveler les analyses, les pratiques et les propositions autour des liens entre travail, démocratie, justice sociale et préservation du vivant.

Son ambition est de constituer un espace ouvert, exigeant et indépendant, capable d'accompagner les évolutions de la société, de nourrir le débat public et de contribuer à la construction d'un avenir plus juste, plus solidaire et plus respectueux des limites de la planète.

Composition du collectif (à compléter)

Agnès Naton (animatrice), Anne-Marie Grozelier, Christiane Ranc, Edouard Martin, Henri Jacquot, Stéphane Bochard, …